

Pourquoi ne mettrions-nous pas plus d'intimité entre les deux institutions en permettant encore aux membres l'accès libre aux deux bibliothèques et aux salles de lecture, et ce faisant de tout un étage une grande salle, qui serait à l'usage de l'une et de l'autre société pour les réunions extraordinaires ?

Ajoutons en terminant que notre société est une institution tout-à-fait nationale. C'est un de ces rares endroits où l'on peut se rencontrer sur un terrain neutre, celui des sciences et des lettres, où les dissensions politiques n'entrent pas. C'est un des endroits presque uniques, où la population anglaise et la population française peuvent se connaître plus intimement, avoir des rapports qui tournent à leur bien commun. Eh ! n'y gagnons-nous pas toujours à nous visiter plus souvent, à faire disparaître par là les quelques préjugés qui peuvent exister encore entre nos deux populations.

Je regrette, messieurs, de voir au nombre des membressi peu de mes compatriotes. C'est à peine si l'on en compte cinquante. Il est vrai qu'ils ont l'*Institut Canadien*, qui progresse aujourd'hui rapidement, et qui fait à notre société une concurrence toute pacifique. Mais, combien de personnes riches, combien de littérateurs, d'amis des sciences pourraient appartenir aux deux institutions et en retirer des bénéfices considérables.

Nos concitoyens d'origine anglaise n'auraient aucune objection, je l'espère du moins, à voir augmenter le nombre des membres Canadiens-français. Bien loin d'être étrangers dans cette société ils y ont des droits acquis ; plusieurs de leurs compatriotes—les Faribault, les Bouchette, les Garneau, les Chauveau, les LeMoine, pour ne nommer que ceux-là—ont contribué pour une large part à l'avancement de notre institution. D'ailleurs, il n'y a pas trop du concours des savants et des ressources des deux populations pour le développement et le succès de la société.